



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DU CHER

Direction Départementale de la Cohésion Sociale
et de la Protection des Populations
Pôle de la Protection des Populations
Service de la Protection de l'Environnement

Installation classée soumise
à autorisation n° 4009

Société AXEREAL – site de Moulins sur Yèvre

Arrêté préfectoral n° 2015-DDCSPP-062 portant mise en demeure de la société AXEREAL – site de Moulins sur Yèvre

La Préfète du Cher,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le code de l'environnement et notamment son article L 171-8 ;

Vu la nomenclature des installations classées annexée à l'article R 511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 relatif à la prévention des risques présentés par les stockages d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium soumis à autorisation au titre de la rubrique 1331 et les stockages de produits soumis à autorisation au titre de la rubrique 1332 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2004 autorisant l'extension d'un stockage d'engrais liquides et portant mise à jour des prescriptions applicables à un établissement existant ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 août 2006 prescrivant des mesures de réduction du risque pour les silos situés à Moulins-sur-Yèvre ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 mai 2007 modifiant l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2004 et fixant des prescriptions pour la réalisation de compléments à l'étude des dangers pour l'établissement situé à Moulins-sur-Yèvre ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2009 mettant à jour la situation administrative de l'établissement exploité par la société EPIS CENTRE à Moulins-sur-Yèvre, fixant des prescriptions complémentaires pour ce site et donnant acte de l'étude de dangers de septembre 2007 et de ses compléments ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 avril 2011 autorisant le changement d'exploitant d'Epis Centre au profit d'AXEREAL ;

Vu le rapport d'inspection daté du 17 mars 2015 adressé à l'exploitant, qui fait suite à l'inspection du site réalisée le 5 février 2015 ;

Considérant que le document relatif au réexamen de l'étude de dangers n'a pas été transmis avant le 30 septembre 2014 ;

Considérant que l'analyse du risque foudre du site AXEREAL de Moulins sur Yèvre, a été réalisée en décembre 2012 ;

Considérant que l'analyse du risque foudre conclut sur la nécessité de réaliser une étude technique, avant de procéder à des travaux pour améliorer la protection du site contre les effets de la foudre ;

Considérant que l'étude technique a été effectuée le 30 janvier 2013 ;

Considérant que l'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention contre la foudre, par un organisme compétent, n'a pas été réalisée à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre ;

Considérant que la localisation des travaux et les risques associés ne sont pas mentionnés systématiquement sur les permis de feu délivrés sur le site ;

Considérant que des engrais 1331-II et 1331-III conditionnés sont entreposés à proximité de véhicules sans respect des distances réglementaires d'isolement, y compris en regard des critères de classement ICPE au titre de la rubrique 1331 ;

Considérant que l'exploitant ne tient pas à jour l'état des stocks précis de l'ensemble des produits phytopharmaceutiques entreposés dans son magasin ;

Considérant qu'une cuve de 1 000 litres d'additif AdBlue® est entreposée à l'extérieur, sans dispositif de rétention associée ;

Considérant que l'isolement hydraulique du site n'est pas assuré correctement ;

Considérant qu'il convient que l'exploitant remédie à ces non-conformités importantes et caractérisées, pouvant conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations ainsi qu'à une pollution des milieux environnants ;

Considérant que l'article L. 171-8 du code de l'environnement prévoit que lorsqu'un inspecteur de l'environnement a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé ;

Sur la proposition du directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations,

ARRÊTE :

Article 1^{er} :

La société AXEREAL, dont le siège social est situé 36 rue de la Manufacture - CS 40639 - 45166 OLIVET Cedex, est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite route de Savigny, sur la commune de Moulins-sur-Yèvre (18 390), de respecter les dispositions suivantes :

dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté

Article 1 de l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2004

« Conformément à l'article R 512-9.III du Code de l'Environnement, l'étude de dangers fait l'objet d'une révision quinquennale avant le 30 septembre 2014. »

Article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié

« (...) L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations autorisées à partir du 24 août 2008, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique. (...) »

Article 3.12 de l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2004

« Tous travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de surveillance à adopter.

Ces travaux font l'objet d'un permis de travail et éventuellement d'un permis de feu pour toute intervention par point chaud, délivrés par une personne nommément désignée, en respectant les règles d'une consigne particulière.

Le permis de travail et le permis de feu rappellent notamment :

- les motivations ayant conduit à la délivrance du permis,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- les consignes particulières à respecter,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre, notamment les contrôles d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc...) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

À l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

Dans le cas de travaux par point chaud, une visite de contrôle est effectuée deux heures au moins après la cessation de l'intervention et dans un délai maximal de 24 heures.

Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le permis de travail et éventuellement le permis de feu et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement n'interviennent pour tous travaux qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement.

L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation et des contrôles réalisés par l'établissement.

En outre, dans le cas d'intervention sur des équipements importants pour la sécurité, l'exploitant s'assure :

- en préalable aux travaux, que ceux-ci, combinés aux mesures palliatives prévues, n'affectent pas la sécurité des installations,
- à l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée. »

Article 11.1 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010

« (...) Les stockages d'engrais conditionnés sont fractionnés en îlots séparés.

Ces îlots n'excèdent pas 1 250 tonnes pour les engrais 1331-I et 1331-II stockés sur palettes, 5 000 tonnes dans les autres cas. Cet alinéa n'est pas applicable aux usines pour lesquelles les îlots n'excèdent pas 5 000 tonnes.

Ils sont isolés les uns des autres par :

	EN CAS DE PRÉSENCE d'engrais 1331-I	EN CAS DE PRÉSENCE d'engrais 1331-II	EN CAS DE PRÉSENCE d'engrais 1331-III
Installations nouvelles	Des passages libres d'au moins 5 mètres de largeur ou un mur (ou une paroi) REI 120	Des passages libres d'au moins 5 mètres de largeur ou un mur (ou une paroi) REI 120	Des passages libres d'au moins 2 mètres de largeur ou un mur (ou une paroi) REI 120
Installations existantes	Des passages libres d'au moins 5 mètres de largeur ou un mur (ou une paroi) EI 120	Des passages libres d'au moins 4 mètres de largeur ou un mur (ou une paroi)	Des passages libres d'au moins 2 mètres de largeur ou un mur (ou une paroi)

Cependant, pour les installations existantes, les engrais 1331-II peuvent être contigus à d'autres engrais 1331-II sans que le mur (ou la paroi) soit EI120 sous réserve que la somme totale des engrais stockés dans les cases concernées soit inférieure à 1 250 tonnes. (...) »

Article 7.1 de l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2004

« (...) L'exploitant tient à jour un état précis des stocks, comportant : la désignation de chaque produit, la nature de la matière active, les caractéristiques de risque, la quantité présente et la répartition des produits par famille (sans caractéristique de dangerosité particulière, toxiques, inflammables, comburants). Cet état doit être disponible à l'extérieur des locaux de stockage à tout instant, en vue notamment d'une transmission immédiate aux services d'incendie et de secours en cas d'intervention.

Il est tenu à disposition de l'inspection des installations classées et doit lui être transmis à sa demande. (...) »

Article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié

« (...) I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.

Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux prescriptions applicables à l'installation en matières de rejets ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. (...) »

dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté

Article 12 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010

« L'installation est équipée de systèmes appropriés de récupération des écoulements d'engrais (entraînement par les eaux de pluie, nettoyage des magasins de stockage, extinction en cas d'accident par exemple), visant à prévenir les risques de pollution pour les milieux environnants.

Le volume des capacités de rétention est proportionné en fonction du risque et des besoins en eau définis à l'article 11.2 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010.

L'exploitant est notamment à même de justifier que ces capacités ont été correctement déterminées et mises en œuvre.

L'étanchéité du ou des réservoirs associés peut être contrôlée à tout moment.

Des dispositifs facilement accessibles et manœuvrables permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés afin de maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.

Les eaux recueillies ne peuvent être rejetées qu'après démonstration de leur compatibilité avec l'environnement. Dans le cas contraire, elles font l'objet de traitements appropriés. »

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure dans les délais impartis et indépendamment des sanctions pénales encourues, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement.

Article 3 :

Le secrétaire général de la préfecture du Cher, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à l'exploitant et au maire de Moulins sur Yèvre.

Bourges, le 23 mars 2015

La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
Le Directeur départemental de la cohésion sociale
et de la protection des populations,

Signé

Délais et voies de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée auprès du Tribunal Administratif d'Orléans (28, rue de la Bretonnerie, 45054 Orléans Cedex 1) :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.

